



Parole et Action pour le Réveil des Consciences et l'Évolution des Mentalités

**CONTRIBUTION DE PARCEM EN TANT QU'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE BURUNDAISE A LA VEILLE DES POURPARLERS INTER BURUNDAIS
QUI SONT ANNONCÉS A ARUSHA.**

**Nous souhaitons un Burundi stable et
apaisé pour tout citoyen et tout
étranger**

Bujumbura, 08 janvier 2016

CONTRIBUTION DE PARCEM EN TANT QU'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE BURUNDAISE A LA VEILLE DES POURPARLERS INTER BURUNDAIS QUI SONT ANNONCÉS A ARUSHA.

INTRODUCTION

La crise burundaise qui a débuté le 26 avril 2016 commence à extérioriser chez beaucoup de gens, des signes de fatigue et de lassitude. Les burundais, médusés, continuent à assister impuissamment à des scènes époustouflantes inspirant de l'obsession et des images cauchemardesques. Pour la plupart, la question qui est aux lèvres c'est : « Comment sortirons-nous de cette situation ? ». Jamais une crise ne s'était métamorphosée en subissant des avatars de toute sorte. Mais, l'Année 2016 commence avec une lueur d'espoir car l'année rime avec un dialogue, même si ses débuts sont difficiles.

Pour donner sa contribution en tant qu'Organisation de la Société Civile burundaise sur la mission de la facilitation dans cette crise, PARCEM aimerait retracer la situation actuelle du pays de façon sommaire, les sources profondes de cette crise, les pistes de solutions et les acteurs incontournables dans le dialogue.

I. LA SITUATION ACTUELLE DU PAYS DE PLUS EN PLUS INQUIETANTE

Aujourd'hui, tous les secteurs de la vie nationale souffrent des conséquences de la crise actuelle. De façon très succincte, elle se présente comme suit :

Au niveau sécuritaire : persistance des violences atroces, enlèvements, attaques, répressions emportant parfois des innocents, arrestations arbitraires, réfugiés,

Au niveau politique : une grande méfiance au sein de la classe politique burundaise, des institutions toujours en quête de légitimité, la liberté d'expression, le fractionnement des partis politiques et la société civile mise à rude épreuve.

Au niveau diplomatique : Il y a une crise de confiance entre le Burundi et ses partenaires. C'est le cas de la Belgique ancienne puissance coloniale et premier donateur bilatéral, l'Union Européenne premier donateur multilatéral, l'Union Africaine ainsi que certains pays de la sous-région.

Au niveau économique : Le Burundi est l'un des cinq pays les plus pauvres du monde, l'un des deux derniers pays africains en matière du PIB/Hab, l'un des cinq pays les plus dépendants de l'aide public au développement (APD), le pays qui a un indice de la faim le plus élevé au monde, avec un taux de malnutrition le plus élevé au monde et un taux de pauvreté d'environ 70% avec des provinces arrivant à 78%, s'enfonçant dans une crise politique qui va compliquer d'avantage la mobilisation des moyens nécessaires pour se relever d'une part et qui va désarticuler le système productif d'autre part.

1. Au niveau social : l'état de l'éducation (connaissances scientifiques et valeurs), la santé, le chômage des jeunes et leur manipulation, constituent encore des facteurs de fragilité.

En réalité, tout burundais qui qu'il soit qui tenterait de se complaire avec cette situation ne peut jamais se déclarer aimer son pays. PARCEM a toujours déclaré qu'il le considère comme un charognard qui s'acharne sur un cadavre.

II. LES SOURCES PROFONDES DE LA CRISE ACTUELLE BURUNDAISE

1. Au départ, c'est le mandat controversé du Président Pierre NKURUNZIZA. Mais pour PARCEM, la racine du mal et/ou du conflit burundais actuel ne se limite pas au seul troisième mandat du Président Pierre NKURUNZIZA. Ce mandat controversé en constitue même une partie émergée de l'iceberg car au Burundi, il s'agit d'une divergence d'interprétation des textes sur un mandat et non sur la modification de ces textes comme cela est en train d'être fait ailleurs. En effet, le Burundi dispose actuellement des textes qui constituent le socle de la stabilité. Il s'agit des Accords d'Arusha, les accords de cessez-le feu qui les ont suivi et qui en font partie intégrante ainsi que la Constitution.

L'esprit d'ARUSHA quant à lui incarne l'esprit de dialogue, de consensus, de démocratie adaptée au contexte burundais et de résolution pacifique des conflits. Elle garantit le partage de pouvoir entre la majorité et la minorité ethnique, la sécurité des deux composantes. Elle fait une ébauche de solution sur la bonne gouvernance, politique, administrative et démocratique. Bref, l'Accord d'Arusha constitue un trésor pour notre pays. Sa signature et partant son existence constituent un tournant dans la vie politique de notre nation longtemps marqué par des conflits interminables. Les Accords d'Arusha sont donc une base incontournable et indispensable pour réussir à diriger convenablement le Burundi.

Cependant, il est important de tirer des leçons qui s'imposent pour relever les défis liés à la non application de ces Accords pourtant salués par tout le monde.

PARCEM soutient fortement le choix d'Arusha pour abriter le futur dialogue inter burundais. Ce choix est fort et symbolique, le message est clair : « Vous les Burundais, vous avez négocié un Accord à Arusha qui a fait naître votre Constitution, si vous divergez jusqu'à un conflit ouvert, retournez à Arusha pour faire votre introspection par rapport à vos engagements. »

Voici donc les problèmes de fond que PARCEM considère comme la partie immergée de l'iceberg dans le conflit actuel burundais. :

1. **La compréhension de l'exercice démocratique elle-même** : pour une grande partie de la classe politique burundaise, la démocratie se limite aux élections. Or, la façon dont les autorités élues se comportent est déterminante. Un pouvoir issu des élections peut se comporter tyranniquement et perdre toute légitimité. Est-ce que dans la mentalité de nos dirigeants, on se sent redevable ? Certains hommes politiques considèrent qu'il suffit d'être élu pour faire ce qu'on veut dans l'impunité totale. Même dans l'opposition il y a des fois des dérapages en considérant que être dans l'opposition c'est ne pas respecter les institutions, critiquer subjectivement, exagérer dans leurs critiques.

Cela provoque une tension permanente liée à des violations des droits humains, violences verbales des uns et des autres, à la mauvaise gestion de la chose publique et une impunité qui dépasse l'entendement.

2. **La crise de leadership dans la classe politique burundaise** (pouvoir, opposition) qui peine à démontrer la vision qu'ils ont pour le pays en partant de la connaissance de sa situation profonde sur tous les plans (économique, social politique, sécuritaire, etc.). C'est une classe politique plus encline au clientélisme, à la corruption. Cela se remarque à travers la gestion de leurs partis politiques, comment ils proposent des nominations, etc. Dans tout cela, ils surfent sur l'ignorance d'une partie de nos compatriotes. Cela maintient notre pays dans une pauvreté indescriptible, le privant ainsi du chemin de l'émergence en maintenant sa jeunesse dans la précarité, ce qui fait le lit de la manipulation et de la violence. Dans ces conditions, la mentalité « du pouvoir qui conditionne la vie et l'avoir » se renforce.

3. Les élections

Les deux comportements ci hauts évoqués font que l'organisation des élections devient un moment crucial dans la vie de nos hommes politiques poussant certains d'entre eux au comportement machiavélique pour garder le pouvoir ou pour le récupérer ; d'où des tensions avant, pendant et après les élections. Cela se généralise en Afrique sauf dans certains pays qui commencent à évoluer sur cet aspect. Le but d'une élection c'est enfin de compte éviter la fraude ou la contestation après son organisation. Ce qui renforce la légitimité des autorités issues des élections. Comme toute élection peut être fraudée ou peut être contestée par mauvaise foi ou spéculation, il faut l'organiser dans les conditions maximales de minimisation des prétextes de contestations et de fraude, comme on peut organiser un test de sélection pour un concours en minimisant toute forme de fraude.

Exemples au Burundi : En 1960, le pouvoir belge a organisé des élections alors que les principaux leaders de l'UPRONA étaient en exil, le Prince Rwagasore était lui-même en résidence surveillée. Le pouvoir belge les a truqués et fraudés et les partis pro belges ont gagné.

Mais, l'ONU a refusé ces élections et a exigé de les organiser d'une manière inclusive en 1961 avec des observateurs et la suite est connue la victoire de l'UPRONA a été écrasante. Et pourtant, la Belgique avait installé un gouvernement issu des résultats de ces élections dirigé par Joseph CIMPAYE. On l'appelait, gouvernement fantoche.

En 1993, les élections ont été gagnées par le Président Melchior NDADAYE et la passation des pouvoirs a eu lieu, aucune contestation.

En 2005, les élections ont été gagnées par le CNDD-FDD, pas de contestation et la passation de pouvoir a eu lieu.

En 2010, les élections ont été gagnées par le CNDD-FDD. Même si il y a eu contestation de certains partis politiques, la société civile, les observateurs ont confirmé la régularité des élections et la légitimité du gouvernement CNDD-FDD (2010 – 2015) était totale.

Les choses se sont compliquées en 2015 ; d'où une attention particulière. Actuellement, la stabilité politique des pays est liée à la capacité d'organiser des élections dans les conditions de transparence totale. Le Burundi doit aussi y parvenir.

Exemple : Sénégal, Bénin, Côte d'Ivoire

4. La justice

L'instrumentalisation de la justice, la justice de groupe, la justice du vainqueur compliquent les choses. Ce qui nourrit une sorte de vendetta générationnelle. Cela fait peur aux hommes politiques sur leur sort au moment où ils ne sont plus au pouvoir.

L'Exemple est celui de Blaise COMPAORE vient d'être rattrapé par l'affaire SANKARA 28 ans après sa prise de pouvoir car la dure réalité du pouvoir c'est que « le destin le plus sûr d'un Chef d'Etat, c'est de ne plus l'être un jour ».

III. LES PISTES DE SOLUTIONS

Depuis un certain temps, tout le monde parle d'un dialogue inclusif et sincère comme remède. PARCEM est aussi d'accord que tout conflit fratricide se règle tôt ou tard par un dialogue. Mais pas n'importe lequel. Il s'agit d'un dialogue avec les vrais protagonistes, où on étudie les vrais questions avec une facilitation respectée et responsable et tout cela avec une volonté des concernés à faire la paix. En dehors de ça on peut aussi avoir un dialogue dont l'aboutissement aux résultats et solutions est toujours reporté aux calendes grecques.

Pour PARCEM, le dialogue inter burundais en préparation ne devrait pas perdurer même trois mois suffiraient si la volonté de faire la paix est là avec une détermination de la facilitation. Les pistes de solutions qu'entrevoit PARCEM sont donc liées à des questions qui seraient à traiter et les acteurs qui seraient invités ainsi que leurs comportements.

III.1. LES QUESTIONS A TRAITER :

PARCEM sait que pour certains, le débat sur le mandat du Président Pierre NKURUNZIZA nourrit encore des passions, pour d'autres, c'est un sujet clos. Mais PARCEM a peur que ce débat nourrisse des débats stériles risquant d'occulter les vrais problèmes liés aux priorités actuelles des Burundais à voir l'évolution et la métamorphose de la crise.

Ainsi, PARCEM propose les sujets suivants :

- a) **Etudier les mécanismes pour arrêter à tout prix toute forme de violence et établir la sécurité pour tous** : Pour arrêter l'insécurité, toutes les dispositions doivent être prises car la vie humaine n'a pas de prix.

Ce qui hante actuellement les burundais, c'est la violence qui n'en finit pas, les enlèvements, le cycle des attaques par des éléments armés, répression par les forces de l'ordre emportant des innocents ; qui dit dialogue dit, arrêt des violences. La médiation doit s'imposer par rapport à cette question, proposer des observateurs même. Le gouvernement se doit de contrôler ses troupes, les jeunes affiliés aux partis politiques pour éviter les bavures et garantir la sécurité à tout le monde. Les éléments armés doivent rejeter la voie de la violence pour éviter l'engrenage.

Les forces de l'ordre devraient cesser le harcèlement des gens pour le simple motif qu'ils auraient participé aux manifestations sauf s'il y a d'autres délits qui les poursuivent. On doit connaître les tenants, les allants et les aboutissants de cette violence et comment l'arrêter.

b) La relecture de l'Accord d'ARUSHA et la constitution qui en découle : Ici, l'engagement doit être fait pour éviter la modification de ces textes. Ce n'est pas l'occasion de négocier un autre accord d'Arusha, même ceux qui auraient émis des réserves au moment de sa signature doivent s'abstenir de les évoquer.

Il faut à ce niveau souligner que même la constitution ne peut pas être modifiée. Le dialogue se tournerait sur la gestion responsable de la période 2016 – 2020 (4ans) pour l'intérêt supérieur de la nation, pour qu'après 2020, aucun prétexte de confusion d'interprétation de la constitution ne puisse être évoqué. Ce qui est à retenir positivement c'est que tous disent vouloir respecter la constitution en gardant l'éprit de limitation des mandats.

Cette gestion responsable signifie, avoir des institutions qui recouvrent la confiance de la communauté nationale et internationale, avec la légitimité requise pour éviter l'isolement de notre pays et assurer la stabilité politique à l'intérieure du pays, retrouver le chemin de fonctionnement de la démocratie et surtout en préparant des élections évitant la fraude et la contestation, source d'instabilité et de tension.

On devrait aboutir sur l'engagement de l'appropriation citoyenne de l'Accord d'Arusha et aux mécanismes solides de protection de ces Accords. L'Accord d'Arusha ne devrait pas être limité aux seuls politiciens, qui partagent le pouvoir, mais doit être enseigné à la population ; son utilité et sa vocation devraient être enseignée dans les écoles, enseignements universitaires (via le cour de Civisme) ; la date de sa signature devrait être immortalisée.



c) **Voir comment aboutir à un pacte de bonne gouvernance** dans la gestion des affaires publiques qui oblige les hommes politiques au respect des principes sacro-saints pour sauver la Bonne Gouvernance et l'engagement de la lutte contre le cancer de corruption et les malversations économiques, l'enrichissement illicite, la séparation des postes politiques des postes techniques, le recrutement, le rétablissement des libertés publiques plus particulièrement l'espace médiatique et la liberté d'expression, la lutte contre l'impunité, l'instrumentalisation de la justice, la séparation des pouvoirs, l'organisation des élections inclusives, libres et transparentes dans l'équité, etc, prisonniers politiques, disparitions, le rétablissement des droits de la Société Civile à fonctionner librement.

d) **Débat sur la situation inquiétante des indicateurs socio-économiques de notre pays**, la mauvaise place par rapport aux autres pays alors qu'il regorge des potentialités. Cela pourrait réveiller la conscience des uns et des autres. De là, on devrait aboutir à un engagement à créer une dynamique de vision commune avec un leadership fort pour faire décoller notre pays économiquement qui, actuellement, croupit dans une misère indescriptible et le mettre sur la voie de l'émergence car, cela permettra aux uns et aux autres de s'épanouir et dissiper ces chicaneries politiques de bas étage devenus endémiques.

PARCEM considère que ces 4 axes pourraient constituer quatre grandes commissions au cours du dialogue.

III.2. QUELS SONT LES PRINCIPAUX ACTEURS ?

Dans des situations pareilles, au moment des débats des négociations ou du dialogue, des spéculations vont bon train. Certains y voient leur visibilité, d'autres spéculent sur des postes ; certains veulent exclure les autres pour jouer le jeu seuls, d'autres font la stratégie de jouer avec le temps pour ne rien céder.

PARCEM prévient tout le monde contre un tel comportement jugé irresponsable devant un pays qui se délabre et un peuple qui se meurt petit à petit.

Pour PARCEM, dans un camp ou dans un autre, il faut la participation des hommes moralement et intellectuellement capables de contribuer et d'avancer vers la paix.

Les principaux acteurs seraient donc :

- ▶ **Le gouvernement :** Le gouvernement reste incontournable dans ces pourparlers. En acceptant le dialogue, ce n'est pas manifester la faiblesse, c'est plutôt la force et la grandeur d'esprit, la magnanimité.

Il doit faire preuve de sagacité pour ramener le pays sur les rails : la sécurité, la démocratie, la confiance de ses partenaires, la mobilisation des moyens financiers pour la prospérité. Cela devrait être la vision du gouvernement actuel. Le fait que certains le qualifie d'illégal ne devrait pas l'empêcher de prendre les meilleures stratégies et les solutions idoines pour redresser le pays car, jusqu'actuellement, beaucoup d'experts en politique s'accordent sur une chose : « L'important ce n'est pas la façon dont on accède au pouvoir, mais la façon dont on le gère et la façon dont on le quitte ». Si le gouvernement dit qu'il y a des éléments qui attaquent, c'est à l'occasion de ce dialogue de les identifier et de connaître leurs mobiles. C'est le rôle même de la médiation d'aider dans cette identification et le gouvernement doit faire tout son possible pour éviter les dérapages liés aux enlèvements, exécutions extra judiciaires et autres comportements de bas étages et autres dommages collatéraux qui risquent de le décrédibiliser.

Il est tout à fait normal qu'un gouvernement met en avant la question de souveraineté. Mais celle-ci est toujours liée au degré de stabilité politique d'un pays. Sinon, même la Syrie qui est plus puissant que le Burundi sur tous les plans, son avenir est actuellement décidé ailleurs. Même l'envoi des troupes étrangères dans un pays est lié à son degré d'instabilité.

Quant au dossier putsch, celui-ci est toujours un acte illégal et condamnable. Ce dossier devrait avoir été vidé du moment que les organisateurs qui l'ont assumé sont dans les mains de la justice. Il faut tout simplement éviter l'amalgame, la confusion et la globalisation. Du reste, le dossier putsch a aussi un côté politique intéressant dans le dialogue. Il suffit de se poser des questions : pourquoi toujours des putschs alors qu'officiellement, le Burundi est un état démocratique ? Quelles stratégies pour y baliser définitivement ? Le gouvernement devrait aller écouter ceux qui sont invités, faire prévaloir sa position et la médiation doit aider au rapprochement.



► **Les partis politiques :**

Etant officiellement, les professionnels de la politique, ceux-ci doivent être invités, leur rôle est incontournable dans la résolution d'un conflit politique. Ce sont eux qui font la compétition pour la gestion du pays. Ils constituent les acteurs du jeu.

Naturellement, ils sont à 3 catégories :

- Partis au pouvoir et d'autres qui lui sont proches ;
- L'opposition qui se dit modérée ;
- L'opposition radicale quel que soit son appellation. Ce n'est pas le nom qui compte.

Pour PARCEM, l'important ce n'est pas le nom CNARED, ce sont les grandes figures de l'opposition qui sont choisies pour la représenter.

► **La société civile**

Celle-ci doit être neutre et professionnelle, montrer son caractère apolitique et jouer le rôle d'observateur. Elle ne doit jamais jouer le jeu politique, ou se considérer en acteur du jeu, encore moins spéculer sur les postes dans un éventuel gouvernement d'union nationale ou de transition. Elle doit servir de tampon, d'arbitre et aider la médiation. Sa représentativité devrait tenir de leur domaine d'intervention surtout en renforçant les commissions y relatives car la société civile intervient dans diverses thématiques, selon leur spécificité : élections, droits de l'homme, bonne gouvernance, développement économique, femmes, jeunesse, etc. Elle pourrait contribuer par des publications documentées en défendant les valeurs et les principes d'intérêt supérieur de la nation en travaillant comme des experts neutres. La société civile peut aussi contenir d'autres intellectuels chercheurs, de par leurs connaissances, des sages comme les anciens Chefs d'Etat de par leurs expériences.

► **Confessions religieuses**

De par leur autorité morale et leur rôle de moralisateur de la société, leur participation serait d'une importance capitale.

► **La médiation**

Celle-ci doit jouer pleinement son rôle de médiation, avoir une autorité morale irréprochable, s'entourer de tous les appuis techniques nécessaires.

► La communauté internationale

Elle doit toujours être à côté du Burundi, disponibiliser les moyens et jouer le rôle d'observateurs. C'est notamment, l'UE, l'ONU, l'UA, l'EAC, les USA, la Belgique, la France, l'Allemagne, la Chine, etc.

Quant au dialogue interne initié par le Gouvernement, c'est une bonne initiative mais PARCEM voit que c'est un dialogue nécessaire mais pas suffisant pour redresser le pays. Il peut aider les burundais à exprimer leurs attentes, leurs préoccupations s'il est bien orienté et cadré. Cependant, comme le Burundi se trouve dans une période délicate, le dialogue ne doit pas provoquer la révision ou de l'Accord d'Arusha signé en 2000 et la Constitution qui en découle. Pour qu'il soit un dialogue suffisant, il faut qu'il soit un dialogue qui implique les vrais acteurs de la crise.

Enfin, PARCEM conseille à certaines personnalités de ne pas se considérer comme des acteurs individuellement incontournables, d'autres à ne pas se radicaliser; on peut toujours se faire représenter selon le cadre dans lequel on agit. Par ailleurs, contribuer dans un dialogue, ce n'est pas toujours la présence physique qui compte, on peut publier, envoyer ses positions.

En terminant, PARCEM souhaite que tous les protagonistes et acteurs ci-haut cités fassent montre d'une bonne volonté, de bonne foi et de patriotisme pour redonner l'espoir aux Burundais en désarroi et garantir un avenir prometteur aux générations montantes.

Que 2016 soit une année de paix et de stabilité pour tous les Burundais et les amis du Burundi.

Fait à Bujumbura le 08 janvier 2016

Pour PARCEM

Faustin NDIKUMANA,

Représentant Légal

